

Paris, 26 mars 2015

Révision trimestrielle des évaluations risque pays et environnement des affaires

Coface relève les évaluations risque pays de deux économies européennes et place sous surveillance négative le Brésil L'environnement des affaires en Russie dégradé à C

Les améliorations des risques pays sont de plus en plus perceptibles dans les pays avancés dont la croissance est attendue à la hausse en 2015 (+2,1%). Au sein de la zone euro, portée par l'Allemagne et l'Espagne, deux nouveaux changements positifs : les Pays-Bas et la Belgique montent d'un cran. En revanche, les évolutions sont très contrastées dans les pays émergents (croissance revue à la baisse, à 4,2%). Le Brésil et l'Equateur sont mis sous surveillance négative et la Russie voit son évaluation d'environnement des affaires dégradée.

La Belgique et les Pays-Bas, reclassés en A2, confirment la reprise de la zone euro

L'amélioration des évaluations de la **Belgique** et des **Pays-Bas** à A2 suit celle de l'Allemagne, de l'Espagne, du Royaume-Uni et de l'Autriche en 2014 et du Portugal début 2015. Elle vient confirmer le retour progressif de la zone à la croissance (estimée par Coface à +1,3% en 2015, après +0,9% en 2014).

Dans les deux pays, la consommation des ménages, les exportations et les investissements contribuent positivement à la croissance. La baisse des défaillances d'entreprises continue. En Belgique, le paysage politique est devenu plus stable, avec un gouvernement concentré sur la consolidation fiscale. Aux Pays-Bas, le début de l'année a été marqué par une montée de la confiance des entreprises du secteur de la construction, en ligne avec la hausse des prix immobiliers (+3,6 % en janvier 2015 par rapport à leur niveau le plus bas en juin 2013).

L'Amérique latine dégringole

Les pays émergents affichent des tendances disparates.

Du côté des bonnes nouvelles, se distinguent la **Tunisie**, dont l'évaluation B est désormais assortie d'une surveillance positive, et le **Cambodge**, reclassé en C.

- En Tunisie, la fin de la transition politique, qui ne devrait pas être remise en cause par le risque d'attentats terroristes, et la refonte du code des investissements devraient permettre une amélioration du climat des affaires. En 2015, la croissance tunisienne

devrait s'accélérer (+3%) et progresser d'un demi-point par rapport à 2014, soutenue par une expansion de la production agricole et un renforcement de l'activité économique dans l'industrie. Par ailleurs, le pays bénéficiera fortement de l'amélioration de l'environnement économique international avec les prix bas du pétrole et une reprise en Europe, la première destination de ses exportations. Le secteur touristique devrait cependant être pénalisé par le risque sécuritaire à court terme.

- Le Cambodge poursuit sa trajectoire de développement. Son activité économique est forte, avec une croissance du PIB supérieure à 7 % depuis 2011, soutenue par le secteur du tourisme et la robustesse des exportations textile, grâce à un accès privilégié à l'Union européenne, aux États-Unis et au Canada. Les investissements directs étrangers ont continué de progresser en raison des relocalisations d'usines chinoises et vietnamiennes dans le pays ainsi qu'aux partenariats public-privé mis en place dans le cadre des projets pour les infrastructures d'énergie.

L'Amérique latine est très affectée par des incertitudes économiques et politiques dont la chute des prix des matières premières et le ralentissement de la demande chinoise. Le Venezuela et l'Argentine, particulièrement éprouvés en 2014 par des risques majeurs de liquidité externe, ne sont pas les seuls concernés. Les évaluations A4 du **Brésil** et B de **l'Equateur** sont désormais placées sous surveillance négative.

- Au Brésil, les perspectives d'une reprise en 2015 semblent peu probables (croissance attendue à -0,5%), en raison de la baisse de la consommation et des investissements. L'industrie devrait encore souffrir du manque d'infrastructures et de main d'œuvre qualifiée, avec un risque élevé de pénurie en eau et un possible rationnement d'électricité. L'industrie automobile sera pénalisée par le ralentissement économique en Argentine, son principal débouché, alors que le secteur de la construction et l'activité pétrolière offshore devraient aussi pâtir de la baisse des investissements, suite au scandale de corruption qui entoure Petrobras.
- L'Equateur, deuxième pays le plus touché de la région par la baisse des prix du pétrole après le Venezuela, voit son déficit budgétaire se creuser et sa croissance ralentir considérablement (à 1,5% en 2015, après 3,8% en 2014). Le pays a besoin d'un prix du pétrole à 120 USD/baril pour maintenir sa stabilité fiscale. La dollarisation de l'économie rend difficile une dévaluation pour ajuster les comptes publics. Les exportations non pétrolières sont également moins compétitives, notamment vers l'Europe.

L'environnement des affaires en Russie plus fragile que jamais

Après une révision à la baisse de son évaluation pays à C en octobre 2014, la Russie subit une nouvelle dégradation, cette fois-ci de son évaluation climat des affaires. Dégradé à C, l'environnement des affaires est déficient et souffre de lacunes particulièrement flagrantes en matière de protection des droits de propriété. La faiblesse de la gouvernance et le manque de



COMMUNIQUE DE PRESSE

transparence des entreprises contribuent aussi à cette dégradation, au même titre que les sanctions mises en œuvre en 2014 et compliquant l'activité des entreprises dans certains secteurs. Pour rappel, la Russie est classée au 176ème rang (sur 215), selon l'indice de gouvernance de la Banque Mondiale en matière de lutte contre la corruption, qui reste un point faible récurrent.

CONTACTS MEDIA:

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

Justine LANSAC – T. +33 (0)1 49 02 24 48 justine.lansac@coface.com

A propos de Coface

Le groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2014, le Groupe, fort de 4 406 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,441 Md€. Présent directement ou indirectement dans 98 pays, il sécurise les transactions de 40 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 350 arbitres localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat.

www.coface.com

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA



ANNEXE

L'évaluation risque pays Coface mesure le niveau moyen de risque d'impayés présenté par les entreprises d'un pays dans le cadre de leurs transactions commerciales à court terme. Elle ne concerne pas la dette souveraine. Pour la déterminer, Coface combine les perspectives économiques, politiques et financières du pays, l'expérience de paiement de Coface et l'environnement des affaires du pays.

Les évaluations risque pays et environnement des affaires se situent sur une échelle de 7 niveaux : A1, A2, A3, A4, B, C, D et peuvent être assorties de surveillances.

RECLASSEMENTS, LEVÉE DES SURVEILLANCES NÉGATIVES OU MISE SOUS SURVEILLANCE POSITIVE

Pays	Ancienne évaluation risque pays	Nouvelle évaluation risque pays
Belgique	A3↗	A2
Pays-Bas	A3↗	A2
Tunisie	B	B↗
Cambodge	D↗	C
Liban	C↘	C

DÉCLASSEMENTS, LEVÉES DES SURVEILLANCES POSITIVES OU MISE SOUS SURVEILLANCE NÉGATIVE

Pays	Ancienne évaluation risque pays	Nouvelle évaluation risque pays
Brésil	A4	A4↘
Equateur	B	B↘
Sierra Leone	C↘	D

L'évaluation environnement des affaires Coface est une composante de l'évaluation globale risque pays et fait l'objet d'une publication parallèle. Elle évalue la disponibilité et la fiabilité des informations sur les entreprises et la protection juridique des créanciers et prend en compte la qualité de l'environnement institutionnel. Les évaluations environnement des affaires sont reportées sur une échelle de 7 niveaux A1, A2, A3, A4, B, C, D dans l'ordre croissant du risque comme pour l'évaluation risque pays.

RECLASSEMENTS, LEVÉE DES SURVEILLANCES NÉGATIVES OU MISE SOUS SURVEILLANCE POSITIVE

	Ancienne évaluation environnement des affaires	Nouvelle évaluation environnement des affaires
Togo	D	C

DÉCLASSEMENTS, LEVÉES DES SURVEILLANCES POSITIVES OU MISE SOUS SURVEILLANCE NÉGATIVE

	Ancienne évaluation environnement des affaires	Nouvelle évaluation environnement des affaires
Koweït	A3	A4
Russie	B	C
Ouganda	C	D